

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
(Éthique et déontologie)

Dossier : **CMQ-66841**

Élu visé : **Alain Laplante**
Maire

Municipalité : **Saint-Jean-sur-Richelieu**

Date : **15 mars 2019**

**Exposé des faits non admis (en lien avec le document du
31 janvier 2019 « Exposé des faits corrigé aux fins d'admissions »)**

Faits liés aux manquements 1 et 3

1. Il y a un désaccord concernant le statut et le rôle de Guy Grenier à titre de chef de cabinet. Monsieur Alain Laplante, maire, est d'avis que Guy Grenier relève de celui-ci. Le directeur général, François Vaillancourt, est d'avis que Guy Grenier relève plutôt de lui;
2. Entre le 17 avril et le 20 avril 2018, des courriels sont transmis par des membres du conseil, de façon confidentielle, à François Vaillancourt, concernant Guy Grenier;
3. Le 24 avril 2018, Alain Laplante modifie la composition du comité exécutif pour y remplacer Mélanie Dufresne par Ian Langlois, tel qu'il appert du courriel (pièce E-10);
4. Le 3 mai 2018, Guy Grenier dépose un pourvoi en contrôle judiciaire, sursis, ordonnance de sauvegarde et injonction contre la Ville (n° de dossier 755-17-002790-189) contestant la légalité de la résolution adoptée par le conseil le 30 avril 2018 intitulée « Retour sur la résolution n° 2018-04-0173-congédiement de l'employé portant le n° 00789 »);
5. Le 10 mai 2018, Alain Laplante demande à François Lapointe, greffier, d'avoir accès à l'ordinateur de François Vaillancourt pour consulter les

communications émises entre le 17 avril 2018 et le 20 avril 2018 des conseillers au sujet de Guy Grenier;

6. Le 11 mai 2018, Alain Laplante retourne le projet d'ordre du jour avec la mention manuscrite de « retirer ce point du plénier ». Ce point n'est pas discuté lors de la séance plénière du 14 mai 2018, tel qu'il appert des projets d'ordre du jour (pièces E-40, annexes 2 et 3);
7. Le 17 mai 2018, en réponse à un courriel de Michelle Hébert concernant le mandat à être donné à la firme Fasken pour représenter la Ville dans le litige opposant la Ville à Guy Grenier, Alain Laplante indique qu'il n'y a pas d'urgence à donner un tel mandat, tel qu'il appert du courriel (pièce E-40, annexes 4 et 5);
8. Le 18 mai 2018, Michelle Hébert réitère sa demande à Alain Laplante de soumettre en séance plénière et en séance publique du 22 mai 2018 le point à l'ordre du jour concernant le mandat à Fasken pour représenter la Ville dans le dossier l'opposant à Guy Grenier. Elle n'a pas de réponse d'Alain Laplante avant la transmission de l'ordre du jour aux membres du conseil, tel qu'il appert du courriel et des projets d'ordre du jour (pièce E-40, annexes 6 à 8);
9. Le 18 mai 2018, le greffe de la Ville apprend du procureur de Guy Grenier que le maire a l'intention d'exercer son droit de veto sur les résolutions n° 2018-05-0248 et n° 2018-05-0249 adoptés le 15 mai 2018, tel qu'il appert du courriel du 18 mai 2018 (pièce E-40, annexe 9);
10. Le 18 mai 2018, Alain Laplante exerce son droit de veto sur les résolutions n° 2018-05-0248 et n° 2018-05-0249 du 15 mai 2018, tel qu'il appert de la lettre (pièce E-40, annexe 10);
11. Le 22 mai 2018, Alain Laplante demande le retrait de l'ordre du jour de la séance publique du point concernant le mandat à la firme Fasken pour représenter la Ville dans le dossier l'opposant à Guy Grenier, tel qu'il appert des courriels (pièce E-40, annexes 11 à 13);
12. Le 30 mai 2018, Alain Laplante signe un affidavit dans le dossier opposant Guy Grenier à la Ville devant la Cour supérieure (dossier n° 755-755-17-002790-189), tel qu'il appert de l'affidavit (pièce E-27);
13. Le 30 mai 2018, Alain Laplante accompagne Guy Grenier lors des négociations avec la Ville dans le cadre du recours opposant ce dernier à la Ville (dossier n° 755-755-17-002790-189). Plus particulièrement, les discussions se faisaient entre Guy Grenier, son procureur et Alain Laplante. Tout était fait en présence d'Alain Laplante. Alain Laplante n'a pas discuté

avec le procureur de la Municipalité, Bernard Synnott, sauf pour les salutations d'usage;

14. Le 4 juin 2018, lors d'une séance plénière à laquelle est présent Alain Laplante, Bernard Synnott, désire discuter des négociations du 30 mai 2018 et de la stratégie à adopter dans le recours opposant Guy Grenier à la Ville (dossier n° 755-755-17-002790-189). Bernard Synnott mentionne ne pas pouvoir parler en raison du fait qu'Alain Laplante est présent;
15. Lors de cette même séance plénière du 4 juin 2018, des membres du conseil demandent à Alain Laplante de se retirer. Alain Laplante refuse de se retirer;
16. Le 4 juin 2018, lors d'une séance du conseil municipal à laquelle Alain Laplante est présent, il y a reconsidération de la résolution n° 2018-05-0267 (mandatant Fasken dans le dossier opposant la Ville à Guy Grenier), puisque Alain Laplante a exercé son droit de veto. Le conseil adopte pour une deuxième fois cette résolution. Alain Laplante participe aux délibérations et vote contre cette résolution, tel qu'il appert de la résolution n° 2018-06-0338 (pièce E-28);
17. Ce point à l'ordre du jour demandé par Alain Laplante, diffère de celui demandé par les conseillers dans leur correspondance du 6 juin 2018; le point demandé par Alain Laplante vise à voter sur l'entente de principe du 30 mai 2018;
18. Le 13 juin 2018, lors d'une séance du comité exécutif à laquelle est présent Alain Laplante, le comité adopte des résolutions manifestant son désaccord par rapport à la fin d'emploi de Guy Grenier et au mandat donné à la firme Fasken. Alain Laplante participe aux délibérations et vote sur ces résolutions, tel qu'il appert des résolutions n° CE-2018-06-0174 et n° CE-2018-06-0175 (pièce E-35);

Faits liés au manquement 2

19. Le 1er mai 2018, Alain Laplante publie un communiqué de presse « Le maire Alain Laplante dénonce les démarches d'influence et d'intimidation auprès des élus de Saint-Jean-sur-Richelieu », tel qu'il appert du communiqué de presse (pièce E-14);
20. Le 8 mai 2018, Alain Laplante publie un communiqué de presse « La Ville propose un règlement à Justin Bessette », tel qu'il appert du communiqué de presse (pièce E-19);

21. Le 8 mai 2018, Alain Laplante publie un communiqué de presse « Le maire Laplante demande l'intervention du ministre Coiteux », tel qu'il appert du communiqué de presse (pièce E-20);

Pièces

22. Voir document « Exposé des faits aux fins d'admission », transmis par M^e Bouchard le 24 janvier dernier.

Date : 15 mai 2019



Direction du contentieux et des enquêtes
Procureurs de la Commission municipale

M^e Naomi Gunst, avocate
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Mezzanine, aile Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

naomi.gunst@cmq.gouv.qc.ca